

USAGERS, CONTRIBUABLES VOTRE SERVICE PUBLIC EST EN DANGER

Aujourd'hui vous vous présentez à un centre des finances publiques pour avoir des renseignements auprès des agents des finances publiques.

Or ce service de proximité est en danger aux motifs de réduction de la dépense publique (alors que la fraude fiscale est estimée à 60/80 milliards d'euros) qui se traduit dans notre administration par une volonté assumée de «désintoxiquer» l'utilisateur du guichet en passant par une réduction drastique des horaires d'ouvertures (30 heures de réception par semaine en 12/2014, mais seulement 16 depuis février 2015 pour les communes de moins de 10 000 habitants) !!!

Ce service est en péril au prétexte du développement d'autres canaux d'accès notamment les services en ligne de notre administration sur impots.gouv.fr.

Pour Solidaires Finances Publiques (1ère organisation à la DGFIP), la dématérialisation ne doit pas condamner l'accès direct de plus en plus sollicité (6 millions de visites et 3 millions d'appels en 2014 !)

L'administration veut obliger tous les contribuables à déposer leurs déclarations par Internet.

Cela pose de nombreuses questions d'accès, d'assistance, de confidentialité, de sécurité des données personnelles et de coût pour l'utilisateur !

Chacun doit pouvoir choisir, où qu'il se trouve, son mode d'accès aux services de l'administration et doit bénéficier d'un service rendu du meilleur niveau qu'il soit.

Au fil des années, les services de proximité disparaissent de nos territoires et les trésoreries locales sont fermées les unes après les autres (1 200 trésoreries fermées depuis 12 ans dont 5 dans le Calvados entre 2009 et 2015). Désormais, d'autres services sont menacés par la concentration de missions tels que les Services des Impôts des Entreprises, le Cadastre, les Services de Publicité Foncière.

Pour les agents des finances publiques, il n'est pas acceptable de réduire l'action publique et ses services alors que les citoyens ont besoin de ces derniers dans le contexte économique et social dégradé qu'ils subissent.

C'est pourquoi nous exigeons le maintien des services publics de proximité qui répond à un besoin légitime de nos concitoyens.

Une Force pour tous les agents de la DGFIP